

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 11/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BOEHRINGER-INGELHEIM

813 cours du 3ème millénaire
ZAC Les Perches
69800 ST PRIEST

Références : UD-R-SSDAS-22-098-AM

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2022 dans l'établissement BOEHRINGER-INGELHEIM implanté 813 cours du 3ème millénaire ZAC Les Perches 69800 ST PRIEST. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale dite "coup de poing" axée sur la thématique de la sécurité incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOEHRINGER-INGELHEIM
- 813 cours du 3ème millénaire ZAC Les Perches 69800 ST PRIEST
- Code AIOT dans GUN : 0046900010
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société Boehringer Ingelheim exploite un site de fabrication de vaccins vétérinaires à Saint Priest, dont l'activité est réglementée par l'arrêté préfectoral du 21/08/2008 modifié à plusieurs reprises.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Opération régionale cop de poing incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :
Aucune non-conformité n'a été relevée par les fiches de constats.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	/	Sans objet
État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 1	/	Sans objet
État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 2	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 01/01/1900, article X	/	Sans objet
Maintenance et test	Arrêté Préfectoral du 01/01/1900, article X	/	Sans objet
Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Préfectoral du 02/01/1900, article X	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats mettent en évidence la présence de nombreux équipements en matière de sécurité incendie et des procédures de contrôles et d'entretien de ces équipements adaptées.

Lors de l'inspection de l'entrepôt de stockage du bâtiment 201 il a été recommandé de mettre en place éventuellement un repère visuel afin de s'assurer que le stockage en rack reste à une distance suffisante vis-à-vis des têtes de sprinklage pour assurer leur efficacité.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant assure le suivi des stocks en permanence par le biais de l'outil SAP. L'exploitant a configuré le logiciel pour lui permettre de réaliser des extractions comportant la liste des produits et substances bâtiment par bâtiment. L'état des stocks comporte les phrases de risques associées aux produits et les rubriques ICPE susceptibles de les concerner. Les produits et substances sont stockés principalement dans les bâtiments 201 et 203 avant d'être distribués à chacune des différentes zones de production. La distribution se fait en quantité unitaire parfois plus faible au flacon, au fût ou à la palette. L'exploitant dispose également des fiches de données de sécurité associées aux produits. La mise à disposition de ces informations se fait majoritairement par un accès au réseau, et à travers de classeurs dans des zones déterminées par l'exploitant. Une équipe de gestion de crise est constituée sur le site de Saint-Priest et le site est gardienné en permanence ce qui permet de tenir les documents requis en permanence à disposition.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 1
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.
Constats : Bien que l'exploitant ne soit pas concerné par ces dispositions, il se trouve qu'il répond favorablement à ce niveau d'exigences qui concerne notamment des sites à enjeux majeurs. L'état des stocks permet de connaître bâtiment par bâtiment les risques encourus. L'exploitant a également réalisé des plans spécifiquement dédiés à la gestion de crises à travers des procédures et des interventions internes. Ces plans indiquent les typologies de risques existant par zone (toxique, explosivité, électrique, infectieux...). Ces plans sont disponibles physiquement dans plusieurs bâtiment et ils sont également accessible sur le réseau informatique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 2
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. Les dispositions de l'article 47 sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
Constats : Bien que ces dispositions ne sont pas applicables aux installations, l'exploitant a montré au cours de l'inspection qu'il atteint de manière global ce niveau d'exigences qui est requis pour des installations à enjeux majeurs. L'équipe de gestion de crise est capable d'avoir la connaissance de l'état des stocks y compris en cas d'accident avec des plans des zones d'activités et de stockage et elle est formée notamment à communiquer sur un évènement pour apporter une information vulgarisée. L'état des stocks est actualisé régulièrement au niveau des dépôts centralisés. Un inventaire tournant de recalage est réalisé au rythme d'un produit par jour. L'exploitant dispose d'un plan d'opération interne (POI) pour lequel des plans sont établis avec les zones de stockages et les risques associés, les implantations des moyens de lutte contre l'incendie et les réseaux et leurs organes de commande.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2008 modifié, article 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions applicables sont définies par l'article 7.5.4 Ressources en eau et mousse :</p> <p>L'exploitant dispose d'un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par le réseau du Grand Lyon.</p> <p>Ce réseau délivre un débit minimal de 600m³/h pendant 2 heures avec une pression en sortie de 9 bars minimum.</p> <p>Il alimente:</p> <ul style="list-style-type: none">-les poteaux incendie répartis en nombre suffisant et situé à moins de 100m des bâtiments (400, 401, 402), du magasin général (201). <p>Le plan de localisation du réseau fixe d'incendie est tenu à jour et communiqué lors de chaque actualisation au Service départemental d'incendie et de secours.</p> <p>L'établissement comporte également :</p> <ul style="list-style-type: none">-des robinets d'incendie armés et/ou des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques,- des extincteurs à eau pulvérisée (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil de type 21A ou 233B pour 200 m² de superficie à protéger (minimum - d'un appareil par niveau de bâtiment et de deux appareils par atelier, magasin, entrepôt, ...),- des extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques,- des extincteurs à poudre ABC(ou équivalent), type 34A ou 233B près des installations de liquides et gaz inflammables,- des matériels mobiles pour l'équipe d'intervention. Ils doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets; <p>Pour prévenir le risque de décomposition thermique, d'inflammation ou d'explosion en cas d'échauffement de certaines substances dangereuses, un dispositif de refroidissement des récipients de stockage par ruissellement d'eau ou un dispositif de manutention rapide en cas d'incendie est prévu.</p> <p>L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose de moyens conséquents constitués d'un réseau de 20 poteaux incendie internes alimentés par le réseau d'eau de la métropole de Lyon, de systèmes de sprinklage dans tous les bâtiments (sauf les bâtiments 600 dont un projet est en cours de réalisation et le bâtiment 500 abritant principalement les bureaux dont seulement un amphithéâtre est sprinklé) alimentés par 2 pompes disposant de groupes électrogène en alimentation de secours permettant de délivrer un débit de 500m³/h, de 1160 extincteurs et douches de sécurité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Maintenance et test

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/08/2008 modifié, Art 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Entretien des moyens d'intervention : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels, Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de Secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Les entretiens sont réalisés par des sociétés externes en ce qui concerne les extincteurs, les douches de sécurités, les systèmes de détection et d'alarme incendie, les poteaux incendie, les systèmes de sprinklage. Des procédures internes sont également associées pour effectuer les programmations des opérations de vérification et les remplacements et réparations éventuels. Une partie des registres est constituée par des classeurs listant les interventions et opérations de contrôles effectués et d'autres registres sont également disponibles sur réseau informatique. Au vu des quelques fiches d'intervention et de contrôles réalisés consultées lors de l'inspection et du contrôle visuel d'un RIA et quelques extincteurs présents au sein du bâtiment 201, il n'a pas été relevé d'écart.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention du risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2016, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : [...] «Chacun des deux nouveaux bassins et le bassin, actuellement existant d'une capacité égale à 1000m3, pourront recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ces bassins doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance, localement et à partir d'un poste de commande. Ils seront maintenus en état de fonctionnement et signalés. Leur entretien préventif et la mise en fonctionnement de ces dispositifs seront définis par une consigne. En particulier, les dispositifs d'isolement nécessaires à la retenue des eaux en cas de sinistre devront faire l'objet d'essais réguliers de fonctionnement. Les résultats de ces essais seront consignés dans un registre. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, traitement approprié. Leur rejet doit respecter les valeurs limites en concentration fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral en date du 21 août 2008 susvisé».
Constats : Le site dispose de 2 bassins de 1000m3 dont l'usage en fonctionnement normal des installations est de permettre de réguler le pH et la température les effluents. Afin de maintenir la capacité de rétention des eaux d'extinction d'un incendie, l'exploitant déclenche l'évacuation des effluents à partir du moment où le remplissage d'un bassin atteint un volume d'environ 600 m3. Pendant la vidange le bassin est isolé et il ne reçoit plus d'effluent (durée de vidange d'environ 24h). Les effluents industriels qui continuent à être produits sont dirigés directement dans le second bassin qui commence alors à se remplir pour réguler le pH et la température. Lorsque le second bassin atteint le seuil de remplissage de 600 m3 l'opération de vidange et remplissage de l'autre bassin se répète selon le processus décrit ci-avant et le rôle de chacun des bassins est alors inversé entre vidange et remplissage. L'exploitant dispose d'autres zones de confinement intermédiaires dont les quais de chargement du bâtiment 201. Selon ses procédures internes, la manœuvre des vannes de sectionnement est déclenchée, soit manuellement par le personnel présent dans le dépôt en cas de déversement accidentel, soit par commande à distance. Dans le premier cas, le déclenchement de la commande manuelle n'est accessible que depuis l'intérieur du bâtiment et cette action n'est réversible que par la commande manuelle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet